



**Assemblée générale**

Distr.  
GÉNÉRALE

A/AC.96/SR.593  
18 janvier 2010

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

COMITÉ EXÉCUTIF DU PROGRAMME DU HAUT-COMMISSAIRE  
DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS

Cinquante-sixième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 593<sup>e</sup> SÉANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le 4 octobre 2005, à 15 heures

Président: M. MARTABIT (Chili)

SOMMAIRE

DÉCLARATION DU HAUT-COMMISSAIRE ET DÉBAT GÉNÉRAL (*suite*)

RAPPORTS SUR LES TRAVAUX DU COMITÉ PERMANENT

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances du Comité exécutif seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.05-02525 (EXT)

*La séance est ouverte à 15 h 5.*

DÉCLARATION DU HAUT-COMMISSAIRE ET DÉBAT GÉNÉRAL (point 4 de l'ordre du jour) (*suite*)

1. M. SAIDOV (Observateur de l'Ouzbékistan) dit que l'Ouzbékistan est attaché à la promotion et à la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, dans le respect des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme, et qu'il coopère avec la mission du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à Tachkent. Ainsi, récemment, il a apporté son aide à des réfugiés afghans et tadjiks. M. Saidov souhaite expliquer la position de son Gouvernement à propos de l'activité du HCR au Kirghizistan, qui est source de grande préoccupation, ainsi que les motifs de ses conclusions selon lesquels les citoyens ouzbeks qui ont gagné le Kirghizistan n'ont pas besoin de protection internationale.

2. En premier lieu, le HCR a violé et ignoré les droits et obligations des deux pays au regard de la Charte des Nations Unies, de l'alinéa F de l'article premier de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, et de la Convention de Minsk relative à l'entraide judiciaire et aux relations judiciaires en matière civile, familiale et pénale. De plus, au vu des résolutions 1269 (1999), 1373 (2001) et 1624 (2005) du Conseil de sécurité, l'orateur estime que les activités du HCR au Kirghizistan auprès des prétendus réfugiés ouzbeks vont à l'encontre de la lutte antiterroriste en aidant les personnes impliquées dans des actes terroristes à échapper à la justice.

3. Deuxièmement, en vertu de l'article 14.2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, du paragraphe 7 d) du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et des traités d'extradition, la compétence du HCR ne s'applique pas aux personnes dont il y a de sérieuses raisons de penser qu'elles ont commis des crimes. Le HCR a été officiellement informé que l'Ouzbékistan s'interrogeait sur le retour des seules personnes qui s'étaient rendues coupables d'actes considérés dans le monde entier comme criminels, tels que les actes de terrorisme, la détention d'armes et l'appartenance à des organisations interdites.

4. Troisièmement, le HCR n'a fait aucun cas de l'applicabilité au Kirghizistan de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et de son Protocole de 1967, alors même que le Kirghizistan est partie à ces instruments, le statut des prétendus réfugiés ouzbeks n'ayant pas été établi conformément à la législation kirghize.

5. Quatrièmement, le HCR n'a décrit ni les raisons ni les circonstances de l'«évacuation humanitaire» demandée. Aucun argument de fond ni aucun motif humanitaire ne justifient une détermination collective sur simple présomption ou l'application du principe de non-refoulement aux citoyens ouzbeks concernés.

6. Cinquièmement, l'orateur fait part de sa stupéfaction suite aux appels lancés par le HCR pour que le Kirghizistan ne soit soumis à aucune pression. En effet, dans le même temps, le HCR et d'autres États ont, eux, fait pression sur le Kirghizistan, et en dépit des preuves irréfutables apportées par l'Ouzbékistan concernant l'implication de 15 citoyens ouzbeks dans des attaques terroristes perpétrées dans la région d'Andijan, le HCR a secrètement évacué 11 de ces ressortissants vers un pays tiers.

7. Par de tels agissements au Kirghizistan, le HCR a violé le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un État souverain et a outrepassé son mandat. Il a créé un dangereux précédent en abusant, pour des motifs politiques, des principes universellement reconnus du droit humanitaire relatif aux réfugiés. Le Comité exécutif doit prendre les mesures nécessaires pour empêcher la répétition de telles situations. À cette fin, l'orateur propose la création d'un mécanisme de contrôle de la bonne mise en œuvre du mandat du Haut-Commissaire et de la transparence de ses activités.

8. M. KUSSUMUA (Observateur de l'Angola) exprime sa confiance envers le nouveau Haut-Commissaire, dont l'expérience et les connaissances professionnelles et personnelles ne manqueront pas de contribuer à l'instauration de mécanismes internationaux de protection plus efficaces. L'Angola se félicite des efforts déployés par le HCR pour apporter des solutions durables aux réfugiés qui, pour la plupart, se trouvent en Afrique. Cependant, cet effort requiert l'engagement de la communauté internationale en faveur d'un partage du fardeau et de la responsabilité de l'aide humanitaire. On assiste depuis quelque temps à une diminution considérable des ressources affectées aux programmes d'aide aux réfugiés, particulièrement dans certains pays d'Afrique, y compris des pays engagés dans des opérations de rapatriement. Il en résulte une dégradation des conditions de vie des réfugiés et, en conséquence, un alourdissement de la charge qui pèse sur les pays d'accueil.

9. Pour ce qui est des solutions durables, une possibilité viable consiste à encourager les programmes de réinstallation dans les pays d'asile permettant l'intégration socioéconomique des réfugiés et facilitant leur réinsertion dans leur pays d'origine à leur retour. Il est donc essentiel que tous les acteurs, y compris le HCR, s'attachent à promouvoir les programmes de réinstallation comme une solution durable pour les pays qui connaissent des situations de réfugiés prolongées.

10. Depuis 2002, environ 330 000 Angolais qui avaient été contraints à l'exil par le conflit armé ont regagné leur pays dans le cadre du programme de rapatriement volontaire. L'orateur rend hommage au HCR de son appui au cours de l'opération et remercie la communauté des donateurs et les organisations humanitaires partenaires d'avoir apporté les ressources nécessaires pour assurer le retour sûr et digne des réfugiés concernés. Même si l'opération de rapatriement est compliquée par des problèmes multiples afférents, pour la plupart, à la logistique, qui ont ralenti l'exécution de la phase finale du programme, l'opération peut tout de même être considérée comme un succès et sera achevée à la fin de l'année 2005.

11. Toutefois, en dépit des efforts entrepris par le Gouvernement angolais et de l'appui du HCR, la vulnérabilité demeure omniprésente dans les régions concernées par le rapatriement, du fait de l'insuffisance des services sociaux et de l'insécurité alimentaire. Dans le cadre d'un programme de réinsertion des populations directement touchées par le conflit armé, le Gouvernement accorde la priorité aux cinq régions qui accueillent le plus grand nombre de citoyens rapatriés. En 2006, l'effort portera sur le rétablissement de l'infrastructure en matière d'éducation et de santé, l'approvisionnement en eau potable, la reconstruction des routes et des ponts et la poursuite de l'effort de réconciliation nationale.

12. Le développement durable en Angola ne sera pas possible sans la réinsertion durable des milliers de soldats démobilisés, de personnes déplacées et de réfugiés, dans des conditions qui leur permettent de contribuer au colossal effort de reconstruction du pays. L'Angola se prépare à

la tenue de ses deuxièmes élections générales, prévues en 2006, et une participation massive sera un facteur essentiel de consolidation du processus démocratique. Cependant, pour y parvenir, tous les Angolais doivent jouir d'un minimum de stabilité au sein de leurs communautés. L'orateur appelle donc une nouvelle fois la communauté des donateurs à renforcer son appui à l'Angola, de sorte que ces objectifs puissent être atteints.

13. M<sup>me</sup> AZTEMIROVA (Observatrice de la Géorgie) dit que la Géorgie compte 25 000 personnes déplacées de force des régions d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, régions qui sont sous la férule de régimes séparatistes d'agression coupables de violations des droits de l'homme fondamentaux. Depuis plus de treize ans, ces personnes attendent que justice soit rendue et de pouvoir rentrer chez elles. Malheureusement, en dépit des efforts de la communauté internationale, aucun progrès n'a été fait. La direction politique et militaire de la Fédération de Russie appuie ouvertement les régimes séparatistes et, par voie de conséquence, l'annexion d'une partie du territoire de la Géorgie, au mépris le plus flagrant du droit international.

14. Le Gouvernement géorgien fait le maximum pour apporter une aide humanitaire aux personnes déplacées, notamment en coopération avec le HCR et d'autres organisations internationales, auxquels elle est particulièrement reconnaissante. Or, ces organisations ont récemment retiré leur aide humanitaire, pour faire porter leur effort sur les programmes de réinsertion et de développement. Sans l'appui de la communauté internationale, le Gouvernement géorgien ne sera pas en mesure d'améliorer les conditions de vie des personnes déplacées, dont 80 % vivent actuellement sous le seuil de pauvreté. Le HCR doit prendre l'initiative de reprendre et d'intensifier les activités d'aide humanitaire à ces personnes, sur la base d'une évaluation réaliste de leurs besoins. L'oratrice est convaincue que grâce à l'étendue de son potentiel en ressources humaines et à un financement approprié, le HCR sera en mesure de mener à bien cette tâche. Elle demande donc que des ressources supplémentaires soient allouées au HCR.

15. En 1999, malgré ses difficultés socioéconomiques, la Géorgie a accueilli des réfugiés de la République tchétchène d'Ichkeria, qui vivent aujourd'hui dans la région de Pankisi Gorge. Le HCR et les autres organisations dispensent avec succès une aide humanitaire, médicale, juridique et autre. Certains problèmes appellent néanmoins une attention particulière, particulièrement l'accueil de ces personnes dans un pays tiers éloigné des frontières de la Fédération de Russie, où leur sécurité ne serait pas menacée. Les médias et le Gouvernement russe ne cessent d'attiser les tensions dans la région de Pankisi Gorge en considérant cette région comme un repaire pour terroristes, si bien qu'elle est devenue une des régions les plus vulnérables de Géorgie. La présence dans le pays de personnes déplacées et de migrants économiques, ainsi que le rapatriement des personnes déportées de Mechkétie nuisent à l'intégration des réfugiés tchétchènes. La communauté internationale doit faire tous les efforts pour mettre en place un asile dans les pays tiers et faciliter l'intégration de ces personnes.

16. En conclusion, l'oratrice remercie le HCR de son engagement en faveur de la cause humanitaire et de l'aide qu'il a apportée jusqu'à présent, et elle forme le souhait que le HCR intensifie ses activités.

17. M. CHUMAREV (Fédération de Russie), exerçant son droit de réponse, rappelle que l'instance qui se réunit actuellement est le Comité exécutif du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, et que tous les États présents doivent se conformer aux

dispositions fondamentales de la Charte des Nations Unies, qui excluent la possibilité de faire référence à des États qui n'existent pas ou qui ne sont pas reconnus par les Nations Unies.

18. M. BORG (Observateur de Malte) dit qu'il souhaite parler de l'immigration clandestine en Méditerranée et de ses effets considérables sur Malte. Comme il ressort de la déclaration du Ministre maltais des affaires étrangères à la soixantième session de l'Assemblée générale, Malte est soucieuse d'apporter une aide humanitaire aux personnes dans le besoin, dans le plein respect de la dignité humaine et de l'État de droit, ainsi que du droit humanitaire. L'immigration clandestine traduit la faillite de l'ordre juridique international et doit être combattue sans équivoque par la communauté internationale. Les pays d'origine et de transit doivent assumer leurs responsabilités en s'efforçant de réprimer les organisations criminelles internationales qui se livrent au trafic d'êtres humains. S'il n'est pas pris en considération, ce problème risque de porter préjudice aux droits des véritables réfugiés et des personnes pouvant prétendre à une protection au regard du droit international humanitaire.

19. La situation géographique de Malte place ce pays au coeur d'une augmentation sans précédent du trafic d'êtres humains à travers la Méditerranée. Sa situation est exacerbée par le fait qu'elle est le pays le plus petit et le plus densément peuplé de l'Union européenne. Selon des chiffres publiés par le HCR en septembre 2005, le nombre de demandes d'asile enregistrées en un semestre à Malte a augmenté de 103 %, alors qu'il diminuait dans des proportions significatives dans les 10 nouveaux États membres de l'Union européenne. Si la tendance actuelle se poursuit, à la fin de l'année 2005, le nombre d'immigrants clandestins avoisinera 45 % du taux de natalité de Malte.

20. La capacité de Malte de faire face à un défi d'une telle ampleur est altérée par un manque de moyens humains et financiers, qui affaiblit la sécurité et les structures sociales, administratives et judiciaires. Malte est consciente de ses responsabilités internationales et morales vis-à-vis des véritables demandeurs d'asile, et elle a fait preuve de générosité et d'humanité en accordant refuge et aide à la réinstallation de centaines d'Africains de souche asiatique expulsés d'Ouganda et d'Iraquiens fuyant le régime de Saddam Hussein. La solidarité de la population maltaise à l'égard de ces malheureux demeure intacte et spontanée. Cinquante trois pour cent des demandeurs d'asile se sont vu accorder le statut de réfugié ou de personne sous protection humanitaire, une proportion qui est la plus élevée de toute l'Union européenne.

21. Toutefois, Malte ne peut assumer seule ce fardeau, et elle fait le maximum pour appeler l'attention internationale sur ce problème. Sur le plan national, le Ministère de la justice et de l'intérieur, le Ministère des affaires étrangères et le Ministère de la famille et de la solidarité sociale coordonnent les efforts entrepris pour répondre aux besoins des réfugiés et des demandeurs d'asile. Sur le plan international, le Ministère des affaires étrangères a expliqué à tous les États Membres des Nations Unies et des institutions spécialisées que le problème avait pris les dimensions d'une crise.

22. Qui plus est, Malte a fait entendre sa voix au sein des structures de l'Union européenne pour s'assurer la coopération de tous ses partenaires dans la lutte contre la dimension criminelle de l'immigration clandestine. Une réunion de haut niveau consacrée à ce problème aura lieu début 2006 à Tripoli, puis une autre à Malte, en cours d'année, avec la participation des pays de destination, de transit et d'origine. La coopération avec le Bureau régional du HCR pour

l'Europe a également été renforcée. Alors que l'assistance apportée par le HCR est particulièrement appréciée, le HCR pourrait faire bien plus encore pour faciliter l'identification des pays tiers lors des procédures de réinstallation et de rapatriement. Le Groupe de Genève pour les migrations devrait également accorder une attention accrue à l'immigration clandestine dans le sud du bassin méditerranéen.

23. Malte réaffirme le principe de solidarité et de partage de la charge dans l'assistance aux populations véritablement réfugiées et aux communautés qui les accueillent. Elle a l'intention de jouer un rôle actif dans le contexte de la session de dialogue de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la question des migrations internationales et du développement, prévue pour 2006. Dans le même temps, elle continuera à travailler avec le HCR à tous les niveaux pour trouver des solutions originales à l'épineux problème de l'immigration clandestine auquel elle doit faire face.

24. M. JUMALIEV (Observateur du Kirghizistan) dit que la présente session du Comité exécutif, au cours de laquelle des questions très actuelles et d'importance sont abordées, démontre la détermination de la communauté internationale à renforcer la coopération pour résoudre les problèmes des réfugiés par une approche commune.

25. Depuis 2000, le nombre de réfugiés au Kirghizistan a été réduit de moitié, grâce à la stabilisation de la situation au Tadjikistan et à la reconstruction qui a fait suite au conflit en Afghanistan. La politique du Kirghizistan vis-à-vis des réfugiés a également joué un grand rôle en la matière. La législation actuelle relative aux demandeurs d'asile permet à ces derniers de bénéficier du statut de réfugiés. De véritables progrès ont également été faits pour leur proposer des solutions durables avec l'assistance du HCR, y compris le rapatriement volontaire ou l'intégration au Kirghizistan. Depuis 2002, 6 000 réfugiés tadjiks ont obtenu la citoyenneté kirghize aux termes d'un accord sur les procédures simplifiées d'acquisition de la citoyenneté, et fin 2005, 2 000 autres personnes bénéficieront de la même mesure. Des progrès significatifs ont également été faits en ce qui concerne le transfert de réfugiés vers des pays tiers: entre 2004 et 2005, le Gouvernement canadien a transféré 500 réfugiés afghans depuis le Kirghizistan. De tels progrès auraient été impossibles sans l'appui du HCR et de son bureau au Kirghizistan, appui que l'orateur espère voir se poursuivre dans l'avenir.

26. Un grave problème qui se pose est l'arrivée au Kirghizistan, en mai 2005, de quelque 500 réfugiés ouzbeks, au lendemain des événements d'Andijan. Dans le respect de ses obligations internationales, le Kirghizistan a accueilli les réfugiés pendant deux mois, en attendant que le HCR les évacue vers un pays tiers. L'enseignement à tirer de cette expérience est qu'il importe de disposer des moyens financiers et matériels nécessaires pour répondre aux besoins les plus immédiats de réfugiés en si grand nombre en attendant l'arrivée d'une aide massive. Il est également indispensable d'augmenter le personnel des services concernés, pour faire face à de telles situations. Dans ce contexte, le Kirghizistan prévoit d'élaborer un plan d'action pour faire face aux situations d'urgence.

27. Tout en reconnaissant l'importance cruciale de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et de son Protocole de 1967 et du Statut du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'orateur estime que ces instruments juridiques doivent être modifiés et que certaines dispositions doivent être précisées. Par exemple, le droit du HCR d'accorder le statut de réfugié et de transférer des réfugiés vers des pays tiers doit être reflété dans un de ces

instruments. De même, il convient de modifier les procédures et critères de détermination du statut de réfugié appliqués par le HCR. Le sort d'un individu ne doit pas être suspendu aux faiblesses d'un instrument juridique et les décisions ne doivent pas être interprétées tantôt d'une façon tantôt d'une autre.

28. En conclusion, l'orateur réaffirme la volonté de son Gouvernement de respecter ses obligations internationales, notamment celles qui concernent les réfugiés, et d'engager la coopération la plus large possible en la matière.

29. M. AMIRBAYOV (Observateur de l'Azerbaïdjan) fait part de son accord avec les orientations exposées par le Haut-Commissaire, particulièrement l'accent sur la protection des femmes, des enfants et des autres groupes vulnérables. La visite de l'ancien Haut-Commissaire en Azerbaïdjan, en 2004, a confirmé la volonté du HCR d'évaluer et satisfaire les besoins des catégories les plus vulnérables de personnes déplacées en Azerbaïdjan. Une mission conjointe du HCR et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a permis d'identifier un certain nombre de lacunes dans la protection des personnes déplacées, et de recommander au HCR de continuer à aider le Gouvernement à trouver des logements et des emplois pour ces personnes. Alors que les initiatives d'insertion temporaire mises en œuvre par le Gouvernement améliorent le niveau de vie des populations déplacées, le nombre de personnes déplacées n'a pas varié depuis près de quatre ans.

30. Le HCR doit coopérer avec les institutions des Nations Unies et les autres organisations pour assurer une meilleure coordination de la protection des personnes déplacées. L'Azerbaïdjan salue l'engagement du HCR en faveur des personnes déplacées et rappelle qu'il possède une expérience précieuse dont il faut tenir compte pour améliorer la situation de ces personnes. Tout en reconnaissant que chaque État est responsable du sort de ses populations déplacées, l'Azerbaïdjan souligne que la communauté internationale est dans l'obligation de répondre aux demandes d'assistance, particulièrement dans les situations prolongées de déplacements massifs. Le principe de partage de la charge est essentiel en la matière, et toute approche sélective est inacceptable. L'ONU doit préciser son rôle et intervenir lorsque les problèmes humanitaires évoluent d'un état de crise à des situations de développement.

31. L'Azerbaïdjan a besoin de développer son système d'asile et ses procédures de protection. Le HCR a, de toute évidence, un rôle essentiel à jouer en la matière, notamment en aidant le Gouvernement à développer des capacités. Le Gouvernement apprécie l'aide et l'appui qu'il a reçus du HCR en matière de protection des réfugiés et des personnes déplacées, et il compte sur un prochain renforcement de cette coopération.

32. M. ISLAMOV (Observateur du Turkménistan) dit que la protection des réfugiés est un des problèmes les plus urgents que doit résoudre la communauté internationale, ce qui explique toute l'importance de la coopération entre le HCR et le Turkménistan depuis l'accession de ce dernier à l'indépendance. Le Turkménistan est un des premiers pays de la région à s'être attaqué au problème des réfugiés, en accueillant des ressortissants tadjiks, azerbaïdjanais, afghans et autres. Le Gouvernement s'est efforcé de faire en sorte que les réfugiés mènent une vie aussi normale que possible, en leur fournissant des services tels que des logements, du travail, l'éducation et la santé.

33. Depuis l'ouverture du bureau régional du HCR au Turkménistan, en 1995, le Gouvernement travaille au développement de règles et de principes régissant la protection des réfugiés. La législation qui garantit les droits des réfugiés et instaure la procédure qui permet d'accorder le statut de réfugié a été adoptée en 1997. Le Gouvernement a ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et le Protocole de 1967, et a créé un centre de droit humanitaire. En 1998, un service d'État a été créé pour assurer l'enregistrement des ressortissants étrangers au Turkménistan, et il a été chargé d'enregistrer les réfugiés et de leur délivrer des pièces d'identité. Avec l'assistance technique du HCR, un programme d'enregistrement des réfugiés tadjiks a également été mis sur pied en 2004. En 2005, plus de 16 000 réfugiés ont reçu la citoyenneté turkmène et obtenu un statut de résident permanent.

34. M. VARELA QUIRÓS (Observateur du Costa Rica) rend hommage au Haut-Commissaire pour la perspicacité de son analyse des futurs défis que devra relever le HCR, et souligne la nécessité d'établir une hiérarchie dans le traitement des personnes déplacées en Amérique latine.

35. En ce qui concerne sa propre population, le Costa Rica accueille une des populations de réfugiés la plus importante au monde. En dépit du caractère limité des ressources disponibles, le Gouvernement fait tous les efforts pour garantir les droits des réfugiés, particulièrement leur droit au logement et à une éducation. La majorité des réfugiés vivant au Costa Rica sont venus de Colombie, il serait préférable que le HCR et la communauté internationale considère la situation du Costa Rica dans le contexte de la région andine, plutôt que dans celui de l'Amérique centrale et du Mexique.

36. L'orateur remercie le HCR de son appui et de sa coopération avec les ONG locales et d'autres entités issues de la société civile sur des projets tels que l'intégration locale par le microcrédit, la formation des employés du secteur public sur les droits des réfugiés, les possibilités d'emploi pour les réfugiés, la prise en charge des enfants et les programmes de réinstallation.

37. La plus grande difficulté du Costa Rica réside dans la quête de solutions durables pour les réfugiés arrivés au cours des quatre dernières années écoulées. Le Gouvernement a besoin de l'appui de la communauté internationale et des autres pays d'Amérique latine pour mettre en œuvre le Plan d'action de Mexico et, en particulier, pour élaborer des programmes efficaces d'intégration locale et de réinstallation. L'orateur remercie l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Canada et les États-Unis d'Amérique de leur appui.

38. La communauté internationale doit centrer son attention sur les problèmes touchant aux personnes déplacées et les migrations de masses des pays pauvres vers des pays plus développés. La pauvreté, qui se traduit par une répartition inégale des richesses et des possibilités, continuera à créer de sérieux problèmes si elle n'est pas combattue. D'où la nécessité pour le HCR de s'attacher constamment à renforcer la coopération avec les autres institutions travaillant dans le domaine de l'action humanitaire, des migrations et de la protection des droits de l'homme.

39. M. SLABÝ (Observateur de la République tchèque) remercie le Gouvernement roumain de ses efforts pour trouver une solution efficace au problème des réfugiés ouzbeks. La République tchèque a proposé d'accueillir un groupe de réfugiés ouzbeks afin de faciliter leur transfert en toute sécurité. Elle a également élaboré un projet pilote en coopération avec le HCR afin



d'évaluer ses capacités de réinstallation de réfugiés, et elle est prête à examiner avec le HCR les possibilités de signer un accord de réinstallation.

40. La participation du HCR aux programmes régionaux de protection mis en œuvre par l'Union européenne renforcera la protection des réfugiés dans les pays d'origine et de transit et contribuera à trouver des solutions durables. Les projets pilotes concernant l'Afrique et l'Europe orientale, sur le point d'être adoptés dans ce cadre, bénéficient de l'appui de la République tchèque.

41. Les changements en cours dans les structures régionales du HCR permettront de dégager des ressources plus importantes pour renforcer la capacité de développer des systèmes nationaux d'asile et des services des migrations, particulièrement dans les pays de la partie occidentale de la Communauté d'États indépendants.

42. M<sup>me</sup> FORERO UCROS (Colombie) remercie le HCR du travail humanitaire qu'il réalise dans son pays. Le Gouvernement colombien a élaboré un plan national d'action en faveur des personnes déplacées, qui a amélioré la coordination des mesures prises pour renforcer la stabilité sociale et économique des familles déplacées. Une législation fixant les critères d'attribution des prestations aux personnes déplacées a été adoptée. Les autres améliorations consistent notamment à faire en sorte que toutes les personnes déplacées aient accès aux soins et à promouvoir l'intégration des plus de 100 000 enfants déplacés au sein du système scolaire public en 2004. Même s'ils persistent, les problèmes dus au déplacement perdront un peu de leur intensité grâce au retour de la stabilité rendue possible par la politique gouvernementale en matière de sécurité. La Colombie se félicite de l'appui du HCR et appelle de ses vœux une plus grande harmonisation de la collecte de données entre le Gouvernement, le HCR et les ONG. Une fois que des statistiques précises sur les personnes déplacées auront été collectées, des politiques plus efficaces et mieux ciblées de protection de ces personnes pourront être mises en œuvre.

43. L'oratrice remercie les gouvernements qui ont accueilli des ressortissants colombiens comme réfugiés et ceux qui leur ont permis de se réinstaller, en soulignant l'importance du Plan d'action de Mexico en la matière.

44. M. LEHOHLA (Lesotho) dit que l'intégration locale est une solution viable et durable au problème posé par les situations de réfugiés prolongées. Le Lesotho partage ses ressources limitées avec la population de réfugiés, en veillant à faire en sorte que tous les enfants réfugiés aient accès au système éducatif et en accordant la citoyenneté à ceux qui souhaitent s'établir définitivement dans le pays.

45. Des efforts doivent être faits pour créer des structures démocratiques solides en Afrique et éviter de nouvelles crises sources de nouveaux réfugiés. Les opérations massives de rapatriement volontaire dans de nombreuses régions du monde, particulièrement en Afrique, sont particulièrement encourageantes. Le Lesotho réclame le développement d'une assistance à la fois pour les rapatriés et les pays d'origine, afin d'éviter de nouveaux conflits et de faire en sorte que les réfugiés regagnent leur pays en toute dignité.

46. M. SINGH PURI (Inde) dit que le recul du nombre de réfugiés dans le monde et l'augmentation des rapatriements volontaires observés depuis un an sont particulièrement

encourageants. La communauté internationale doit s'efforcer de consolider ces tendances, et le lien entre assistance et développement occupe une place de premier ordre en la matière.

Le contexte plus général de grande pauvreté et de complet dénuement qui caractérise le plus souvent les mouvements de réfugiés fait l'objet d'une attention insuffisante. La volonté du HCR de faire des réfugiés un instrument de changement est par conséquent plus que bienvenue. L'Inde souhaite que le HCR devienne un puissant instrument de la lutte contre la pauvreté et pour la prospérité économique, et elle appuie les efforts qu'il mène pour renforcer la coopération avec les acteurs du développement.

47. Malgré les résultats positifs atteints dans l'effort pour réduire le nombre de réfugiés, de nombreuses difficultés demeurent et des solutions doivent être trouvées, particulièrement pour soulager les pressions qui pèsent sur le régime de protection des réfugiés et le principe de non-refoulement. On parle de plus en plus de lassitude des populations d'accueil, et les États qui sont à la pointe dans la protection des réfugiés doivent faire des efforts pour combattre, au sein de leur opinion publique, les tendances qui menacent la protection internationale. Il ne doit en aucun cas y avoir de confusion entre droit d'asile et migration. Il importe également de protéger l'intégrité de chaque système d'asile, et la détermination du statut de réfugié doit s'effectuer dans le respect du droit. Lorsqu'elle est réalisée par le HCR, la détermination du statut de réfugié doit se conformer scrupuleusement au mandat et au Statut du HCR, et le HCR doit travailler en étroite coopération avec les États pour faire en sorte que les personnes coupables d'actes terroristes ou criminels ne puissent pas abuser des systèmes nationaux d'asile et du cadre de protection internationale.

48. L'essentiel des flux de réfugiés se produit dans les pays en développement, et le HCR doit se montrer plus réceptif face aux raisons qui motivent ces flux de réfugiés, tout en proposant des solutions durables adaptées aux pays en question. Il semble que le rapatriement volontaire demeure la solution privilégiée. En règle générale, un renforcement du poids des pays en développement dans les structures dirigeantes du HCR ne ferait que renforcer son efficacité.

49. Le travail du HCR se heurte à de multiples difficultés, et l'Inde se félicite des efforts entrepris pour réformer la gestion. Le financement du HCR dépendant en grande partie des contributions volontaires, il est particulièrement nécessaire de maintenir un niveau élevé d'impartialité, de transparence et de responsabilisation dans toutes les activités. La hiérarchisation des activités est une tâche particulièrement difficile à réaliser, et le HCR doit continuer à faire porter son effort sur les réfugiés. Les politiques et programmes d'assistance aux personnes déplacées doivent être mis en œuvre à la demande spécifique de l'État concerné, à moins que ce dernier ne soit pas capable ou pas désireux d'assumer ses responsabilités envers son peuple. Le HCR doit travailler en étroite coopération avec les États concernés, afin d'atteindre les objectifs de l'agenda pour la protection. L'Inde s'est engagée à travailler avec la communauté internationale pour résoudre les difficultés dans un esprit de solidarité, de responsabilité internationale et de partage de la charge.

50. M. DA COSTA PEREIRA (Observateur du Portugal) dit que le Portugal se félicite des propositions du Haut-Commissaire visant à restructurer le Haut-Commissariat de façon à renforcer la coordination entre les différents départements et améliorer l'interaction entre le siège à Genève et les opérations sur le terrain, ainsi qu'à créer un poste de haut-commissaire adjoint pour la protection. La délégation portugaise pense que l'évaluation réalisée peut faciliter des

améliorations du dispositif de protection et d'assistance aux réfugiés et le renforcement des efforts en faveur des personnes déplacées.

51. Malgré l'évolution positive observée dans la situation des réfugiés dans le monde en général, et plus particulièrement en Angola et en Afghanistan, certaines situations déplorables demeurent. À cet égard, l'orateur salue les efforts du personnel du HCR, qui travaille fréquemment dans des conditions dangereuses. Le Portugal a toujours attaché une importance particulière à la situation en Afrique, et il partage les inquiétudes du Haut-Commissaire concernant l'actuelle crise au Darfour, où les opérations du HCR se heurtent à des difficultés majeures. Toutes les parties impliquées dans cette situation doivent s'engager à conclure et mettre en œuvre des accords de paix susceptibles de contribuer à la stabilité de la région, à faciliter le travail du HCR et des autres organisations humanitaires et à permettre aux réfugiés et aux personnes déplacées de se réinstaller et de reprendre une vie normale. Le Portugal versera un million d'euros au titre de sa contribution aux opérations du HCR au Soudan. Il a présenté une demande d'adhésion au Comité exécutif, et il espère pouvoir prochainement travailler en étroite coopération avec lui.

52. M. ACHARYA (Observateur du Népal) dit que le Népal appuie les initiatives du Haut-Commissaire visant à réformer le Haut-Commissariat. La protection et la recherche de solutions durables constituent deux des principaux objectifs du HCR et doivent être le fondement sur lequel doivent être traitées toutes les situations de réfugiés, dans un esprit de partenariat mondial, de tolérance, de compréhension et de partage des charges. Même si, depuis un an, des réfugiés en nombre significatif ont pu regagner leurs pays d'origine, ce qui a conduit à une baisse du nombre de réfugiés dans le monde, beaucoup sont encore en souffrance dans des camps de réfugiés ou en fuite à cause des conflits, de l'intolérance et de la haine. La communauté internationale doit donc redoubler de détermination et d'optimisme pour trouver des solutions.

53. L'orateur se félicite des propositions du Haut-Commissaire visant à renforcer la protection des réfugiés et des autres personnes vulnérables, dans le contexte de l'Agenda pour la protection. Ces efforts contribueront au renforcement de la protection et donneront un nouvel élan à la quête de solutions durables aux situations prolongées de réfugiés, à condition que la mise en œuvre soit effective et que le suivi intervienne suffisamment rapidement pour permettre d'identifier les lacunes ou difficultés éventuelles.

54. Le Népal, qui accueille plus de 100 000 réfugiés bhoutanais, fait le maximum pour assurer la protection et la sécurité des camps de réfugiés et plus particulièrement des femmes, des enfants et des autres groupes vulnérables. Cette situation impose un fardeau considérable à une économie népalaise déjà fragile. Le Gouvernement demeure désireux de résoudre ce problème par la négociation bilatérale, et dans ce contexte, les Ministres des affaires étrangères népalais et bhoutanais ont récemment eu des entretiens alors qu'ils participaient à la session de l'Assemblée générale à New York. Le Népal espère que des progrès rapides seront faits pour résoudre le problème des réfugiés bhoutanais, et il souhaite un rétablissement de la stabilité et de la prospérité au Bhoutan. L'orateur remercie le HCR de l'assistance et de l'appui qu'il a apportés aux réfugiés, en partenariat avec le Programme alimentaire mondial (PAM), la communauté des donateurs et les ONG nationales et internationales. Il leur demande instamment de continuer à apporter cette assistance tant que la situation ne sera pas pleinement résolue.

55. M. MAMA SIKA (Observateur du Bénin) dit que sa délégation s'associe pleinement avec la déclaration faite par le représentant du Nigéria au nom de l'Union africaine.

56. Depuis des dizaines d'années, l'Afrique est le théâtre de violences, de violations massives des droits de l'homme, de guerres civiles et de conflits ethniques ou religieux, le plus souvent sources de déplacements massifs. Depuis quelques années, la violence dans certains des foyers traditionnels a légèrement diminué, mais de nouvelles crises sont apparues, particulièrement au Darfour et au Togo. La violence qui a éclaté à la suite de l'annonce du résultat des élections d'avril 2005, au Togo, a contraint des milliers de personnes à l'exil, et nombre d'entre elles ont trouvé refuge au Bénin voisin. Avec l'appui de la communauté internationale, des dispositions ont été prises pour accueillir plus de 26 000 réfugiés togolais, en plus des 6 000 réfugiés de diverses origines qui y résident depuis 1991. Depuis le début de la crise, un comité spécialement créé, composé de représentants de divers ministères et d'institutions nationales a assuré la fourniture de divers services de base aux réfugiés. Pourtant, cet afflux a eu un impact négatif sur les services de santé et d'éducation des communautés d'accueil. Un appui extérieur est requis pour développer des capacités dans le secteur de la santé, particulièrement dans le cas où la présence de réfugiés se prolongerait.

57. Le Gouvernement béninois se félicite de l'initiative lancée par le Gouvernement togolais pour rapatrier ses ressortissants et rétablir la paix et la sécurité dans le pays. La pauvreté, le sous-développement économique et le taux de chômage élevé sont des difficultés considérables, tant pour les citoyens béninois que pour les demandeurs d'asile. L'aide aux réfugiés ne peut être assurée uniquement par une volonté et un engagement politiques; pour répondre aux besoins journaliers des réfugiés, il faut un appui de la communauté internationale. Un tel appui renforcera les efforts visant à intégrer les réfugiés au sein des communautés locales en leur donnant l'accès au logement, à l'emploi, à l'éducation et à la santé.

58. En dépit des difficultés susmentionnées, le Bénin continuera à accueillir et protéger les réfugiés. Le Gouvernement envisage également de formuler des politiques cohérentes d'asile et de protection civile et participe aux efforts entrepris pour identifier les lacunes dans la protection des réfugiés, en coopération avec le HCR, les organisations non gouvernementales et les partenaires institutionnels dans le cadre du programme Convention Plus. En septembre 2005, des consultations régionales avec les partenaires du développement, des réfugiés et des ONG spécialisées ont abouti à un certain nombre de propositions visant à améliorer les pratiques en vigueur: les candidats doivent bénéficier de la possibilité de faire appel des décisions de refus de l'octroi du statut de réfugié; un secrétariat permanent doit être créé pour superviser les procédures d'examen des demandes; enfin, les efforts visant à donner aux réfugiés l'accès aux services d'éducation et de santé et à l'emploi. La communauté internationale est invitée à appuyer la mise en œuvre de ces recommandations.

59. Dans le respect de ses engagements humanitaires et soucieux de jouer un rôle plus actif dans l'action du HCR, le Bénin souhaite faire partie des membres à part entière du Comité et espère que sa demande sera satisfaite.

60. M. JAZAIRY (Algérie) se félicite des propositions du Haut-Commissaire visant à renforcer l'efficacité des activités du HCR. Le HCR doit s'occuper d'un nombre croissant de personnes vulnérables, et de foyers de tension persistants dans le monde. Les mesures prises par le Haut-Commissaire pour améliorer la gestion financière et assurer un impact maximal sur le

terrain doivent être encouragées. La réflexion concernant les méthodes d'optimisation des procédures de rapatriement volontaire doit recevoir un appui résolu des États. Les questions de financement et l'adoption du programme révisé de 2005 et du budget-programme pour 2006 sont particulièrement importantes au regard des contraintes qui pèsent sur les pays confrontés à un afflux massif de réfugiés. Ces pays connaissent généralement d'importants problèmes de développement, qui provoquent des déséquilibres dans leurs infrastructures socioéconomiques et rendent les transferts de population particulièrement délicats. Le HCR doit, une nouvelle fois, solliciter l'aide des donateurs pour faciliter la mise en œuvre de ses programmes et lui permettre de concentrer tous ses efforts sur la résolution des problèmes urgents concernant les réfugiés.

61. Le partage des charges et des responsabilités lors des mouvements massifs de réfugiés est un des problèmes les plus importants qui devront être examinés lors de la présente session du Comité exécutif, et un renforcement des partenariats avec les agences humanitaires des Nations Unies et les ONG permettrait d'apporter une réponse mieux ciblée aux besoins des populations touchées par les conflits. Des efforts doivent être entrepris pour améliorer la coordination des activités en la matière afin d'améliorer l'organisation et de renforcer les capacités de réaction face aux crises humanitaires. Des mesures doivent être prises pour protéger les réfugiés, particulièrement les femmes et les enfants, contre les violations de leur dignité.

62. Depuis 2000, en coopération avec le PAM, le HCR a apporté un appui de base à 155 000 Sahraouis réfugiés en Algérie, et ce chiffre a été porté à 158 000 en 2004. L'orateur est donc surpris d'apprendre que le nombre estimatif de réfugiés sahraouis aurait reculé pour atteindre 90 000, selon une évaluation récente, d'autant que la situation n'a pratiquement pas évolué depuis 2004. Le HCR doit réévaluer cette situation, afin de demeurer fidèle à sa mission de protection et d'éviter de mettre en danger la vie de ces populations et d'établir une discrimination entre les personnes qui ont droit à une protection. L'Algérie se félicite par conséquent de la visite imminente dans le pays d'une délégation conjointe du HCR et du PAM. Les réfugiés sahraouis ne doivent en aucun cas devenir les otages du refus du Maroc de se conformer aux résolutions des Nations Unies. L'enregistrement de cette population est une étape politique qui est inextricablement liée au processus d'autodétermination en général.

63. Les accusations proférées durant l'après-midi de la veille par le représentant du Maroc ont été rejetées par le Gouvernement algérien à plusieurs reprises, notamment devant des instances internationales. Le Maroc a présenté le retour des réfugiés sahraouis au Sahara occidental comme s'il s'agissait du retour de Marocains dans leur patrie. Cette attitude a éveillé la méfiance des réfugiés, qui avaient le désir de rentrer non au Maroc, mais dans leur vraie patrie. Leurs craintes ont été exacerbées par le fait que, selon Amnesty International, le Maroc n'assurerait leur protection qu'à condition qu'ils soient prêts à cesser de revendiquer l'indépendance du Sahara occidental et à dénoncer publiquement, dans les médias marocains, les autorités sahraouies et la situation des droits de l'homme dans les camps du Tindouf. À ces craintes s'ajoute le fait que la libération de 408 détenus marocains par le Front Polisario n'a pas été suivie de la libération des 37 prisonniers politiques sahraouis, défenseurs des droits de l'homme et militants de la cause indépendantiste, qui croupissent dans les prisons marocaines, sans parler des 151 prisonniers militaires sahraouis et des 500 disparus. Le sort respectif des réfugiés sahraouis et afghans ne peut être comparé, car il existe une différence fondamentale entre le conflit interne qui s'est déroulé en Afghanistan et la décolonisation du Sahara occidental. Enfin, l'Algérie réfute toutes les allégations selon lesquelles l'aide alimentaire serait détournée des populations réfugiées.

64. Les sentiments humanitaires exprimées par le représentant du Maroc dans son intervention sont ambigus, car alors même que ce représentant décrit les réfugiés sahraouis comme étant des citoyens marocains pris en otages en Algérie, il réclame, et c'est bien là le paradoxe, une réduction de l'aide alimentaire distribuée à cette population. Selon de récents rapports, publiés après des enquêtes sur le terrain commandées par le PAM et le HCR, il apparaît que 76,2 % des femmes enceintes dans les camps du Tindouf sont anémiées, de même que 68,4 % des enfants âgés de 6 mois à 5 ans; 39 % des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition et 28,6 % souffrent d'insuffisances pondérales graves.

65. M. ROMODANOVSKY (Fédération de Russie) dit que la résolution du problème des réfugiés est une responsabilité qui incombe à l'ensemble de la communauté internationale et des organisations internationales. En 2005, la Fédération de Russie a versé des contributions volontaires au budget-programme du HCR, et elle poursuivra cet effort, en tenant compte des exigences et des intérêts du Haut-Commissariat et des priorités du Gouvernement russe en matière de protection internationale.

66. Les statistiques font apparaître un recul progressif du nombre de réfugiés et d'autres personnes relevant du mandat du HCR, et la délégation russe espère que cette tendance positive permettra aux programmes ciblés de répondre plus efficacement aux besoins des réfugiés et d'apporter des solutions durables à leurs problèmes. L'existence d'un grand nombre de camps de réfugiés représente un fardeau important pour certains pays en développement, un fardeau qui menace de détruire la vie économique normale et d'entraîner une dépendance totale des réfugiés vis-à-vis des populations locales. Par ailleurs, de nombreux pays développés sont victimes d'abus massifs du régime de l'asile de la part de migrants économiques. Parmi les centaines de milliers de demandeurs d'asile en Europe, aux États-Unis et ailleurs, seule une très faible proportion répond aux critères fixés par la Convention internationale relative au statut des réfugiés. De tels abus entraînent un gaspillage de ressources qui pourraient être utilisées plus efficacement, dévalorisent la protection internationale et sapent l'autorité du HCR. La Fédération de Russie ne pense pas que la proposition visant à résoudre ce problème par la création de camps de filtration soit une solution efficace. Les efforts du HCR devraient tendre à dépolitiser l'asile et à renforcer la surveillance dans les pays d'origine. Certaines situations relatives au mouvement de demandeurs d'asile font l'objet d'une couverture médiatique démesurée et d'une attention exagérée de la part des organisations internationales et des ONG. Le Gouvernement russe espère que tous les demandeurs d'asile jouissent des mêmes droits en matière de procédures d'examen de leur demande. S'il est vrai que les États sont en droit de solliciter l'assistance du HCR et des autres organisations internationales, cette assistance ne doit permettre à personne de se substituer aux services de l'État, sauf sur la demande de ce dernier. Il importe particulièrement que la solidarité internationale repose sur le respect scrupuleux du droit international.

67. Le terrorisme menace gravement les droits et libertés de l'homme et le développement durable et, à cet égard, la Convention internationale relative au statut des réfugiés précise clairement les circonstances dans lesquelles une personne peut bénéficier d'une protection internationale. Le strict respect du mandat du HCR est important en toutes situations, quelles que soient leur ampleur et leur dimension politique. La délégation russe juge intolérable que des activités menées à des fins politiques ou dans quelque autre but soient mises à profit pour régler des situations de crise, et elle souhaite souligner l'importance d'une évaluation précise des situations qui sont à l'origine de flux massifs de réfugiés.

68. L'orateur souhaiterait que le HCR fournisse des informations plus détaillées sur le statut des réfugiés ouzbeks qui ont été évacués du pays, ainsi que sur ses projets en vue de leur réinstallation ou de leur rapatriement volontaire en Ouzbékistan.

69. La Fédération de Russie apprécie l'assistance apportée par le HCR dans le travail auprès des réfugiés et des personnes déplacées en Géorgie, et la délégation russe a été surprise par la déclaration du représentant de ce pays, qui n'a pas semblé bien comprendre la situation et n'a pas fait état de son évolution positive récente. Le processus de rapatriement volontaire des réfugiés tchétchènes n'a et ne sera jamais limité. Le représentant de la Géorgie ne doit pas oublier que le HCR est une organisation apolitique dont le mandat se limite aux questions humanitaires, et que le Comité exécutif n'est pas une instance qui se prête aux exercices de rhétorique.

70. La dernière réunion des États ayant participé à la Conférence de 1996 sur les réfugiés et les migrants de la Communauté d'États indépendants (CEI) doit avoir lieu dans un proche avenir, et elle marquera l'aboutissement de dix années de collaboration à la mise en place d'un système de protection des réfugiés en adéquation avec l'environnement postsoviétique. De nombreuses tâches ont été menées à bien, et des nouvelles difficultés sont apparues. Le Gouvernement russe est favorable à la création d'un secrétariat permanent chargé d'organiser un large éventail d'activités autour de la migration, et il est prêt à contribuer au financement de cet organe.

71. Dans les pays de l'ex-Union soviétique, le problème de l'apatridie demeure important. La Fédération de Russie continue à prendre des mesures pour enregistrer les personnes touchées par ce problème, que ce soit en Fédération de Russie même ou dans les autres pays de la CEI. En Lettonie et en Estonie, du fait du caractère discriminatoire des lois relatives à la citoyenneté, des centaines de personnes ont été privées d'une grande part de leurs droits civiques par suite de leur statut d'apatrides. La délégation russe appuie les efforts menés par le HCR pour obtenir la naturalisation des «non-citoyens» qui vivent dans ces deux pays.

72. Une des principales tâches dont est saisi le Gouvernement russe consiste à poursuivre le développement de la législation relative aux migrants et aux réfugiés, une tâche qui requiert l'assistance avisée du HCR. La Fédération de Russie reçoit en moyenne 5 000 demandes d'asile par an. Les problèmes les plus complexes afférents aux réfugiés sont résolus avec le concours d'organisations internationales, dont le HCR. Cette coopération facilite la création des conditions nécessaires à la mise en œuvre de la législation et à la garantie des droits et libertés fondamentaux, tout en protégeant la sécurité nationale, et permet à la Fédération de Russie de s'acquitter de ses obligations internationales. La délégation russe remercie le HCR de l'aide apportée dans le règlement du problème des personnes déplacées dans le nord-Caucase.

73. M. KIRIDI BANGOURA (Guinée) dit que sa délégation approuve sans réserve les remarques du Commissaire aux affaires politiques de l'Union africaine, ainsi que la déclaration faite au nom du Groupe des États d'Afrique par le représentant du Nigéria.

74. La Guinée dispose d'une expérience considérable dans la gestion des conséquences des différentes crises qui ont touché la sous-région, notamment pour ce qui est de l'afflux massif et la présence prolongée de réfugiés, et elle est donc heureuse de constater que les violences ont quelque peu diminué ces derniers temps. Le rôle joué par la communauté internationale dans le rétablissement de la paix en Sierra Leone et au Libéria, ainsi que dans les progrès substantiels

réalisés eu égard au désarmement et à la démobilisation des diverses factions, est particulièrement appréciable.

75. Bien que cette évolution positive suscite un certain optimisme, l'insécurité croissante résultant de la prolifération, du trafic et de la vente illégale d'armes légères a de quoi inquiéter. La consolidation de la paix et de la stabilité dans la sous-région requiert la mise en œuvre d'une stratégie de lutte répressive contre ce phénomène, unique moyen de promouvoir le dialogue et la coopération.

76. Pour être plus efficace, l'action humanitaire doit s'appuyer sur une démarche collective basée sur des partenariats interorganisations solides et sur un appui financier prévisible, sous forme d'affectations au budget ordinaire du HCR. Les opérations humanitaires doivent intégrer les besoins et les aspirations des réfugiés, des personnes déplacées et des pays d'accueil. Les donateurs doivent se mobiliser pour combler l'actuel déficit de 185 000 dollars des États-Unis du budget du HCR, afin de permettre à l'organisation de s'acquitter efficacement de ses responsabilités.

77. L'accueil et la protection d'un grand nombre de réfugiés venus du Libéria, de Sierra Leone, de Guinée-Bissau et, plus récemment, de Côte d'Ivoire, font peser sur la Guinée un fardeau important. Dans le cadre des efforts qu'il déploie pour promouvoir la stabilité dans la sous-région et renforcer la protection internationale des réfugiés, le Gouvernement guinéen a signé un accord tripartite avec le Libéria et la Sierra Leone destiné à faciliter le rapatriement volontaire des réfugiés. Avec le concours du HCR, une enquête commandée par le Gouvernement est actuellement en cours dans le but d'étudier tous les réfugiés vivant dans les zones urbaines.

78. La délégation guinéenne approuve la proposition visant à créer un poste de haut-commissaire adjoint à la protection et la promotion des principaux objectifs de l'Agenda pour la protection.

79. Dans l'exécution de ses engagements internationaux en matière de respect de la protection des réfugiés, le Gouvernement guinéen accordera la citoyenneté guinéenne à tous les réfugiés qui choisiront de résider en permanence en Guinée, conformément à la législation en vigueur, et il mettra en œuvre un programme visant à faciliter leur intégration.

80. Tout en se félicitant du rapatriement d'un nombre important de réfugiés, l'orateur appelle l'attention du Haut-Commissaire et des autres partenaires sur les difficultés liées à la reconstruction après les crises. Il est important de tenir compte de la situation des anciennes populations d'accueil et de répondre à leurs besoins.

81. Les efforts infatigables faits par le Haut-Commissaire pour venir en aide aux réfugiés dans le cadre d'opérations humanitaires sont particulièrement louables. Cependant, l'assistance internationale doit être renforcée pour répondre aux sujets de préoccupation encore en suspens. L'orateur prie la communauté internationale d'appuyer l'organisation d'une réunion de solidarité avec la Guinée, pays qui accueille un nombre important de réfugiés depuis de nombreuses années, afin d'établir un plan de réhabilitation et de reconstruction des anciennes communautés d'accueil, actuellement dans un état précaire. De même, un plan d'action doit être élaboré pour établir un lien plus efficace entre aide d'urgence et développement, et de permettre ainsi le



succès de solutions durables sur le terrain. Enfin, une conférence sous-régionale sur la sécurité collective doit être organisée pour identifier les préoccupations communes et examiner les mesures appropriées pour promouvoir et consolider la paix, la sécurité transfrontalière et la stabilité en Afrique occidentale.

82. M. MNATSAKANIAN (Observateur de l'Arménie) dit que sa délégation souscrit pleinement au message délivré par le Haut-Commissaire, dont l'engagement inébranlable dans la lutte contre ce qu'il a qualifié de «symptômes d'une maladie» est véritablement louable. Elle se félicite également de l'initiative visant à réformer le système d'intervention humanitaire de l'ONU. La simplification des tâches, le partage du travail, la coordination effective et les efforts visant à éviter les chevauchements d'activités contribueront à améliorer la qualité de l'action humanitaire et la mise en œuvre des politiques.

83. La récente proposition du Comité permanent interinstitutions concernant la coopération dans la résolution des problèmes liés aux déplacements de populations dans leurs propres pays est encourageante, car elle vise à permettre à la fois une réponse internationale au problème du déplacement de populations et l'engagement d'opérations au nom de ces personnes. Jouer un rôle moteur dans la protection, la coordination et la gestion des camps et des abris de fortune serait un atout et non un fardeau dans l'action du HCR auprès des réfugiés. Les États, qui sont les premiers responsables de l'action pour venir en aide aux personnes déplacées, doivent créer des mécanismes efficaces de prévention et de sensibilisation; créer des cadres juridiques et institutionnels nationaux; et promouvoir la recherche de solutions durables. L'asile, la protection, l'intégrité physique et la sécurité alimentaire sont des questions importantes qui requièrent des analyses et des discussions approfondies.

84. Le sort des réfugiés et des personnes déplacées ne doit en aucun cas être utilisé à des fins politiques. Fidèle à son engagement dans la quête de solutions viables et durables pour les personnes déplacées, l'Arménie a récemment lancé un projet visant à réévaluer le nombre de réfugiés et de places d'hébergement, de façon à faire en sorte que les efforts menés pour protéger cette catégorie de population produisent des résultats tangibles. En dépit de la diminution des aides internationales, le Gouvernement arménien continue à mettre en œuvre son programme de naturalisation, dont le financement est assuré par des fonds publics. Cependant, l'appui apporté par les agences internationales et les donateurs joue un rôle important dans la facilitation et la mise en œuvre de la procédure, et le Gouvernement se félicite des efforts que le HCR continue de faire pour attirer l'appui des donateurs.

85. Sans l'adoption de mesures complémentaires, la naturalisation et l'intégration des réfugiés risquent d'entraîner une recrudescence de la pauvreté au sein de la population locale. C'est pourquoi les réfugiés qui ont acquis la citoyenneté doivent être associés à l'effort de développement du pays. De même, les politiques d'intégration des réfugiés doivent prendre en compte les besoins spécifiques de ces personnes. Établir des liens entre les actions en faveur du développement et les politiques en faveur des réfugiés pourrait contribuer à trouver des solutions durables et restera le fondement de la coopération de l'Arménie avec le HCR.

86. M. BEKE DASSYS (Côte d'Ivoire) rend hommage à l'ancien Haut-Commissaire adjoint, M. Morjane, dont il salue le formidable travail. Son départ projette à nouveau la question de la sous-représentation de l'Afrique dans les structures décisionnelles du HCR au premier plan, et la Côte d'Ivoire appuie fermement les efforts faits par le Groupe des États d'Afrique pour remédier

à cette situation. La délégation ivoirienne s'associe pleinement à la déclaration faite par le représentant du Nigéria au nom de l'Union africaine. Son analyse de l'initiative Convention Plus qui, comme il l'a dit à juste titre, a ouvert la voie aux partenariats Sud-Sud et Nord-Sud destinés à améliorer la protection des réfugiés dans le monde, est particulièrement pertinente.

87. La délégation ivoirienne partage la préoccupation du Groupe des États d'Afrique concernant la situation financière du HCR. Les réductions budgétaires massives ont eu un effet dévastateur sur un climat social et de sécurité déjà instable en Afrique, un problème qu'il convient de régler de toute urgence. Le HCR devrait adopter un budget biennal, réaliser des prévisions budgétaires plus fiables et établir le lien entre les activités en faveur des réfugiés et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

88. Le succès global des efforts menés par le HCR pour faciliter le rapatriement volontaire des réfugiés risque d'être annihilé par le nombre croissant de personnes déplacées. Selon les données transmises par l'OCHA, la Côte d'Ivoire compte actuellement plus de 600 000 personnes déplacées ayant besoin d'assistance, ce qui nuit à la cohésion sociale et à la réconciliation. Un appui international est essentiel pour remédier à cette situation et la délégation ivoirienne se félicite de la volonté du Haut-Commissaire de faire des personnes déplacées une priorité. En Côte d'Ivoire, la mise hors d'usage des armes peut jouer un rôle substantiel dans le rétablissement de la paix et peut faciliter le retour des personnes déplacées dans leur communauté.

89. Suite à une enquête menée auprès des réfugiés au début de l'année 2005, des réfugiés libériens ont pu bénéficier d'un rapatriement volontaire sûr et digne, et des réfugiés venus d'autres pays ont été réinstallés aux États-Unis, en Suède et au Canada. Le Gouvernement ivoirien est particulièrement reconnaissant à ces pays d'avoir accepté d'assumer une part de la charge des réfugiés. Désormais, la principale tâche à accomplir consiste à apporter une solution durable aux nombreux réfugiés qui souhaitent rester en Côte d'Ivoire.

90. Malgré la crise actuelle, la Côte d'Ivoire demeure une destination pour les demandeurs d'asile et les réfugiés. Il est donc important que le HCR achève l'installation sur place de logiciels d'échange de données qui faciliteraient l'échange d'informations entre le Gouvernement et le HCR et permettraient à la Côte d'Ivoire de se doter des capacités de surveiller les progrès du rapatriement volontaire des réfugiés libériens et de mettre en place des mécanismes efficaces de protection et d'assistance pour les réfugiés qui souhaitent rester en Côte d'Ivoire. Face à la crise actuelle, le succès de ces efforts repose largement sur l'appui international.

91. La Côte d'Ivoire continuera à accueillir des réfugiés et un rapide retour à la paix est essentiel pour assurer la protection de tous les habitants. En coopération avec le HCR, le Gouvernement ivoirien travaille à la rédaction d'un projet de loi qui englobera les aspects civils et humanitaires de l'asile, ainsi qu'à une législation-cadre en la matière.

92. M. LA YIFAN (Chine) salue l'engagement du Haut-Commissaire en faveur de la cause des réfugiés, engagement dont témoignent ses nombreuses visites dans des camps de réfugiés d'Afrique. Lors du Sommet mondial de 2005, la communauté internationale a affirmé sa volonté de trouver une solution durable au problème des réfugiés et reconnu sa responsabilité en la matière. Il faut espérer que cette déclaration donnera un nouvel élan aux efforts entrepris dans le

domaine humanitaire. Les participants au Sommet mondial ont également reconnu que la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement était essentielle dans la quête d'une solution durable; il ne peut en effet y avoir de paix sans développement. Dans ce contexte, les efforts entrepris par le HCR pour rapprocher aide d'urgence et aide au développement sont louables.

93. La réforme est le principal thème abordé par l'ONU en 2005, et le HCR n'échappe pas à la règle. Pour ce qui est de la proposition de créer le poste de haut-commissaire adjoint à la protection, l'orateur souligne que le mandat et les responsabilités attachés à ce poste doivent être compatibles avec le statut du HCR et avec les dispositions inscrites dans les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. Le mandat du HCR auprès des réfugiés ne doit en aucun cas être affaibli par ces réformes. L'orateur demande instamment au Haut-Commissariat d'adopter une démarche de coopération dans l'exercice de son mandat de protection internationale.

94. En juillet 2005, le Gouvernement chinois a accueilli un atelier dans le contexte des Consultations intergouvernementales Asie-Pacifique sur l'approche régionale touchant les questions sur les réfugiés et les personnes déplacées (APC), sur le thème «Développement de capacités régionales en vue de solutions durables»; en octobre 2005, il accueillera la Conférence annuelle de l'APC. La Chine souhaite renforcer sa coopération avec les autres pays de la région Asie-Pacifique en ce qui concerne les réfugiés et les personnes déplacées.

95. Les mécanismes internationaux de protection des réfugiés sont susceptibles d'être mal utilisés ou exploités à des fins politiques. Les terroristes et autres criminels ont fréquemment recours à l'asile pour échapper à la justice. Les «deux poids, deux mesures» et la politisation de l'asile ont affaibli le régime international de protection. Il faut donc que toutes les parties concernées obéissent scrupuleusement aux instruments internationaux pertinents, afin de sauvegarder la nature neutre et apolitique du régime international de protection.

#### Exercice du droit de réponse

96. M. KARKLINS (Lettonie) dit que dans sa déclaration, le représentant de la Fédération de Russie a, une nouvelle fois, trompé le Comité exécutif en parlant de «centaines de milliers» d'apatrides à propos de la Lettonie. En réalité, le nombre d'apatrides vivant en Lettonie n'excède pas 200; tous sont devenus apatrides aux termes de procédures de demandes individuelles formulées conformément à la Convention de 1954 relative au statut des apatrides.

97. Les non-citoyens lettons sont une catégorie particulière de la population lettone, créée à la suite de la chute de l'Union soviétique, et qui entre dans le champ d'application de la partie 2 ii) de l'article premier de la Convention. Le 7 mars 2005, la Cour constitutionnelle de Lettonie a estimé que les non-citoyens de Lettonie constituaient bien une catégorie particulière de personnes, jusque-là inconnue en droit international, qui jouissaient de droits différents de ceux des autres groupes de population tels qu'ils sont inscrits dans les instruments internationaux. Ces personnes ne sont ni des citoyens, ni des étrangers ni des apatrides, mais des personnes «dotées d'un statut juridique spécial». La législation lettone stipule que les individus autrefois citoyens de l'Union soviétique et qui ne sont citoyens ni de la Lettonie ni d'un autre pays ne peuvent être considérés comme des apatrides.

98. Les questions examinées par le Comité exécutif concernent le mandat du HCR. La délégation lettone espère qu'à l'avenir, la délégation de la Fédération de Russie s'abstiendra de soulever des questions politiques qui ne relèvent pas de cette instance.

RAPPORTS SUR LES TRAVAUX DU COMITÉ PERMANENT (point 5 de l'ordre du jour)

Projet de rapport de la cinquante-quatrième session du Comité permanent (CRP.25)

99. Le PRÉSIDENT présente le projet de rapport de la cinquante-quatrième session du Comité permanent, contenu dans le document CRP.25.

100. *Le projet de rapport de la cinquante-quatrième session du Comité permanent est adopté.*

*La séance est levée à 18 heures.*

-----